



Assemblée générale

Distr.  
GENERALE

A/45/893  
20 décembre 1990  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ARABE

Quarante-cinquième session  
Points 108 et 118 de l'ordre du jour

LUTTE INTERNATIONALE CONTRE L'ABUS ET LE TRAFIC ILLICITE DES DROGUES

BUDGET-PROGRAMME DE L'EXERCICE BIENNAL 1990-1991

Incidences sur le budget-programme du projet de résolution V recommandé  
par la Troisième Commission dans son rapport (A/45/764)

Rapport de la Cinquième Commission

Rapporteur : M. Shamel NASSER (Egypte)

1. A ses 46e et 50e séances, les 14 et 19 décembre 1990, la Cinquième Commission a examiné, conformément à l'article 153 du règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'état présenté par le Secrétaire général (A/C.5/45/64) des incidences sur le budget-programme du projet de résolution V recommandé par la Troisième Commission au paragraphe 38 de son rapport (A/45/764). La Cinquième Commission était également saisie du rapport y relatif du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/45/7/Add.11).

2. Les déclarations et observations faites au cours du débat de la Commission sur cette question sont consignées dans les comptes rendus analytiques de ces séances (A/C.5/45/SR.46 et 50).

DECISION DE LA CINQUIEME COMMISSION

3. La Cinquième Commission a décidé, sans procéder à un vote, d'informer l'Assemblée générale que, si elle adoptait le projet de résolution V recommandé par la Troisième Commission au paragraphe 38 de son rapport (A/45/764) :

a) Un poste de secrétaire général adjoint serait créé à titre temporaire, en tenant compte de l'avis formulé par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires dans son rapport (A/45/7/Add.11) et de la section I de sa propre résolution 44/201 B, du 21 décembre 1989, dans laquelle elle soulignait la nécessité d'identifier d'autres postes de haut fonctionnaire à supprimer. A cet égard, le Secrétaire général proposera un plan global de restructuration des organismes des Nations Unies à Vienne, conformément au projet de résolution V;

b) L'adoption du projet de résolution entraînerait l'inscription au chapitre 20 du budget-programme de l'exercice biennal 1990-1991 d'un montant supplémentaire de 83 900 dollars au titre des dépenses additionnelles résultant de décisions d'organes délibérants pour lesquelles aucun crédit n'était prévu dans le projet de budget-programme et qui, de ce fait, seraient soumises aux directives régissant le fonctionnement et l'utilisation du fonds de réserve qui ont été approuvées par l'Assemblée générale dans sa résolution 42/211 du 21 décembre 1987;

c) Il faudrait en outre inscrire au chapitre 31 (Contributions du personnel) un montant de 23 900 dollars, lequel serait compensé par l'inscription d'un montant équivalent au chapitre premier des recettes (Recettes provenant des contributions du personnel).

-----